Zoom
sur

[L'ICP décrypte] Brexit : dix ans après, ce que l'histoire retient

10 ans après, quelles leçons tirons-nous du Brexit ? Pauline Piettre est Maître de conférences en Histoire et Directrice de l'Institut Ozanam. Spécialiste des liens entre la France et la Grande-Bretagne, elle nous éclaire sur cet événement qui s'inscrit comme un cas d'école géopolitique inédit.

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts

A lire aussi :
>> L'Institut Ozanam, des formations d'excellence en Science politique, Géopolitique, Humanités



Freepix

CULTURE À LA UNE

Comment expliquer la victoire du Brexit en juin 2016 ? Dans quel contexte le vote a-t-il eu lieu ?

La victoire du Brexit (à 51,9%) lors du référendum du 23 juin 2016 a été un coup dur pour l'UE car c'était la première fois que la défiance à la construction européenne apparaissait aussi clairement. Les électeurs avaient le choix entre les deux réponses suivantes : « *Remain a member of the European Union* » ou « *Leave the European Unio*n ».

Si peu d'observateurs imaginaient que le *Leave* allait l'emporter, il ne fait pas mystère que la Grande-Bretagne a, depuis son adhésion en 1973, une relation réticente avec la CEE, puis avec l'UE. Les Britanniques ont souvent joué les troubles fête et ont toujours rejeté l'idée d'une Europe fédérale ou tout du moins d'une Europe de plus en plus intégrée en matière fiscale, sociale ou environnementale. Leur réserve à participer à la solidarité européenne – notamment en matière agricole – leur refus des accords de Schengen et de l'unité monétaire avec l'Euro sont autant de signes qui montraient combien leur intégration ne semblait pas aller de soi.

Pour comprendre pourquoi le *Leave* l'a emporté, trois raisons peuvent facilement être identifiées tant les débats de l'époque s'y sont appesantis : la question de l'immigration – et principalement celle venant d'Europe de l'Est – , le souhait de conserver sa souveraineté – avec l'idée que les décisions prises au Parlement de Westminster doivent l'emporter sur celles votées au Parlement européen ou décidées à la Commission de Bruxelles – et le sentiment d'appartenir à un grand pays dont le destin dépasse le cadre européen. Les arguments de ceux qui ont fait campagne pour le *Remain*, à l'instar du Premier ministre conservateur David Cameron, portaient essentiellement sur les questions économiques et les difficultés probables d'une sortie de l'UE. Au sein de son propre parti nombreux étaient partisans du Brexit comme Boris Johnson qui fut très actif. Du côté du parti travailliste, et si la plupart des membres ont fait campagne pour le *Remain*, son leader Jeremy Corbyn a montré peu d' enthousiasme étant lui-même eurosceptique. Un autre acteur eut l'occasion de se distinguer, c'est le leader du parti UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni), Nigel Farage, puisque son parti plaidait pour le Brexit depuis sa fondation en 1993.

La volonté de reprendre les choses en main, d'être à nouveau souverain et que ce soient les citoyens qui décident de l'avenir d'un pays et non les technocrates de Strasbourg ou de Bruxelles ont évidemment pesé lourdement sur la victoire du Brexit.

Bien sûr, si les configurations politiques expliquent en partie la victoire du *Leave*, il est certain que l'histoire nous rappelle aussi combien les Britanniques, qui ont dominé le monde et les mers durant tant de décennies, qui ont montré leur ténacité durant la Seconde Guerre mondiale, qui ont conservé des liens privilégiés avec leurs anciennes colonies à travers le Commonwealth et qui cultivent cette *Special relationship* avec les Etats-Unis, ont une haute idée d'eux-mêmes et se pensent capables de gérer leurs affaires de manière autonome. Le discours prononcé par la Première ministre Theresa May lors du Congrès du parti conservateur en octobre 2016 est en cela révélateur : elle parle d'une « Grande-Bretagne mondiale » qui deviendra à nouveau souveraine et non plus soumise à des institutions supranationales.

Comment les relations avec l'Europe ont-elles évolué depuis la sortie du Royaume-Uni de l'UE ?

Tout d'abord, il faut rappeler que la sortie de l'UE a été négociée durant de longues années car la sortie d'un pays signataire n' avait pas vraiment été imaginée. Il faut d'ailleurs attendre le traité de Lisbonne en 2007 pour qu'il soit possible à un pays de demander de sortir de l'UE en activant l'article 50. C'est ce que fait la Première ministre Theresa May le 29 mars 2017.

A partir de là, les négociations sont âpres avec Michel Barnier – nommé négociateur en chef de l'UE chargé de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni – et le deviennent plus encore lorsque Boris Johnson remplace Theresa May en juillet 2019.

Plusieurs points sont fixés comme prioritaires par l'UE : garantir les droits et l'égalité de traitement des citoyens britanniques et de ceux de l'Union européenne qui travaillent et vivent respectivement sur le continent et au Royaume-Uni (droit de circulation notamment) ; s'assurer que le Royaume-Uni prendra en charge l'ensemble des coûts liés à sa sortie de l'Union et honorera tous les engagements financiers qu'il avait contractés durant la période d'adhésion.

Le Royaume-Uni quitte l'UE le 31 janvier 2020 avec une phase de transition durant laquelle les négociations se poursuivent entre les deux parties sur le cadre de leur future relation ; les décisions entrent définitivement en vigueur le 1er janvier 2021 avec la sortie définitive du Royaume-Uni du Marché unique et de l'union douanière.

Très vite, des tensions apparaissent concernant le cas spécifique de la frontière entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord ou encore sur la pêche dans les eaux britanniques, deux questions qui vont envenimer les relations durant les années qui suivent le Brexit.

Il faut attendre l'arrivée du Premier ministre conservateur Rishi Sunak, en octobre 2022, pour voir les choses commencer à s' apaiser : les différends sur l'Irlande sont réglés (en 2023) et le Royaume-Uni décide de réintégrer des programmes de recherche et d'innovation scientifiques européens (en 2024).

Depuis, l'actuel Premier ministre travailliste en poste depuis juillet 2024, Keir Starmer, a montré sa volonté de se rapprocher de ses homologues européens et souhaite « réinitialiser » les relations entre le Royaume-Uni et l'UE. Ainsi, un premier sommet post-Brexit s'est tenu en mai 2025 à Londres. Cette rencontre a permis de signer un pacte de défense et de sécurité prévoyant notamment une coopération renforcée en matière militaire, de renseignement ou de cybersécurité. Des discussions se sont aussi engagées entre les deux parties sur la mobilité des jeunes ou la coopération énergétique et un compromis a été trouvé sur la pêche.

L'objectif actuel est donc de construire – dans une période de reconfiguration géopolitique – une relation utile pour tous et qui puisse défendre les intérêts communs de l'ensemble des pays du continent.

Quelles ont été les conséquences économiques, politiques et sociales du Brexit sur le Royaume-Uni ?

Les impacts économiques en termes d'échanges ou d'investissement pour les entreprises ont été importants principalement à partir du retrait du Royaume-Uni du Marché unique, le 1er janvier 2021. C'était pour le pays une réorganisation profonde de son fonctionnement économique même si les entreprises avaient anticipé les effets. La baisse des échanges avec les pays de l'UE ou encore la contraction du marché de l'emploi ont fait subir au pays un ralentissement économique et un accroissement du déficit commercial. A cela s'est ajouté de nombreuses délocalisations dans le secteur des services (les banques et les entreprises financières) pour avoir accès au Marché unique. Sans compter que le Brexit s'est accompagné d'une complexité administrative pour les entreprises exportatrices.

La promesse qui avait été faite de « reprendre le contrôle », notamment en matière d'immigration, n'a pas été remplie. Si l' immigration européenne a été remplacée par une immigration issue des anciennes colonies britanniques (Inde, Pakistan, Nigéria), l'immigration illégale ne cesse d'augmenter et reste un dossier que le gouvernement peine à circonscrire.

Force est de constater que beaucoup de Britanniques regrettent aujourd'hui le Brexit (on parle de *Bregret*) : les promesses économiques ne sont pas là, le tourisme européen s'est ralenti (les citoyens européens doivent désormais se munir d'un visa pour se rendre au Royaume-Uni) et la question migratoire reste prégnante. Le changement attendu et espéré n'est pas au rendez-vous.

Si les promesses du Brexit ne sont pas là , il serait inexact de dire que le pays a décroché. Sa trajectoire économique est semblable à celle de ses voisins avec, en 2025, une croissance supérieure à celle de la France et une dette publique inférieure. La City de Londres reste une place financière incontournable et le pays demeure une destination privilégiée pour les investissements étrangers. De plus, le pays tend à renforcer ses relations commerciales avec les Etats-Unis (depuis l'accord de mai 2025) et avec les pays du Commonwealth. Ajoutons que le Royaume-Uni bénéficie d'un accord de libre-échange avec l'UE.

Nous pouvons bien sûr regretter le départ du Royaume-Uni de l'UE mais ce serait ignorer qu'il s'agit sans doute d'un échec collectif car nous payons les décisions prises souvent de manière éloignée par le Parlement de Strasbourg ou la Commission de Bruxelles et les continentaux n'ont pas réussi à convaincre les Britanniques qu'ils avaient toute leur place dans la construction européenne.

La question n'est plus aujourd'hui de revoter ou d'imaginer un retour dans l'UE, ce n'est pas la question, la gestion du Brexit a été suffisamment compliquée. L'objectif aujourd'hui est donc bien de construire des relations solides tant économiques, scientifiques, militaires ou diplomatiques entre le Royaume-Uni et l'UE qui sont indispensables tant la complexité du monde et les déséquilibres géopolitiques imposent à l'ensemble des pays européens de retrouver une voix qui porte et des initiatives qui comptent sur la scène internationale.

Foire aux questions

Le Brexit est-il un cas d'étude pour les formations en géopolitique ?

Dans le contexte international actuel qui donne aux États une autorité renouvelée, le Brexit est un cas d'école assez intéressant même s'il ne faut pas le détacher de son contexte singulier. Il articule à la fois des questions touchant à la souveraineté nationale, à l'expression démocratique, aux principes institutionnels ou encore aux rapports de force entre entités régionales. Autant de questions qui sont d'ailleurs au cœur des enseignements proposés par le Magistère "Émergences géopolitiques : histoire et enjeux institutionnels contemporains" de l'Institut Catholique de Paris (ICP).

En quoi consiste ce Magistère ?

Le Magistère "Émergences géopolitiques" de l'ICP est une formation, portée par l'Institut Ozanam, qui mène à Bac+5. Ce cursus propose une double formation (Magistère + licence et/ou master) dont le programme couvre une approche historique des relations internationales et des institutions avec une réflexion sur les nouveaux équilibres internationaux, l'analyse géostratégique des conflits, le poids de la religion dans la nouvelle donne géopolitique, la sécurité internationale ou encore les nouveaux enjeux de défense.

Ce Magistère propose aux étudiants autant d'outils indispensables pour décrypter les grands principes géopolitiques et les reconfigurations du monde contemporain. Il prépare notamment aux métiers du conseil, de la veille géostratégique, du journalisme ou de la défense.

Qu'est-ce que l'Institut Ozanam et pourquoi s'y intéresser pour étudier les crises européennes ?

L'Institut Ozanam est un institut de l'ICP dont la mission est de former des esprits libres et exigeants au service du bien commun. Inspiré par l'héritage intellectuel de Frédéric Ozanam — juriste, professeur de littérature étrangère et penseur de la démocratie sociale au XIX^{e} siècle — l'institut propose des formations interdisciplinaires mêlant science politique, géopolitique et humanités, adossées à des licences et des masters. Face à des crises comme le Brexit qui interrogent en profondeur les fondements démocratiques et institutionnels de l'Europe et face aux émergences géopolitiques qui modifient l'équilibre international, les formations de l'Institut Ozanam souhaitent offrir aux étudiants des clés pour analyser, contextualiser et anticiper les grandes transformations du monde. Le monde de demain a besoin de citoyens éclairés, armés d’une solide culture générale, et de profils capables de décrypter les dynamiques politiques et humaines en cours pour innover, s’adapter et s’engager dans la société.

Publié le 12 mai 2026 – Mis à jour le 22 juin 2026

A lire aussi

À LA UNE

CULTURE

Tous les tags